

Rapport Introductif

Assemblée Départemental 13 janvier 2011

Chers camarades,

Permettez-moi de commencer cette introduction à notre discussion en vous présentant à toutes et tous mes meilleurs vœux de santé, de bonheur et de combativité pour cette année 2011. Pour ma part, je fais le vœu que cette année soit une année de luttes victorieuses, une année où les idées de transformation sociale progressent et où l'individualisme, le repli sur soi et l'égoïsme reculent. Bref, une année utile pour construire l'alternative nécessaire à la politique du gouvernement.

Contexte des cantonales 2011

Deux élections majeures auront lieu en 2011 : les élections cantonales les 20 et 27 mars, et les élections sénatoriales en septembre. Aux élections cantonales, se joue l'avenir de toutes les politiques publiques menées au plan départemental. La droite veut les liquider. Elle a commencé avec les différentes lois de réforme des collectivités territoriales. Au contraire, nous voulons les promouvoir pour plus de solidarité. Ces élections cantonales seront directement liées à la situation politique que nous connaissons, et ce doit être un premier test significatif sur la réalité de notre démarche de popularisation du Front de Gauche.

L'Assemblée des animateurs de section qui s'est déroulée samedi dernier à Villejuif avait bien entendu à l'ordre du jour la préparation de ces élections cantonales qui constituent indéniablement un premier point d'étape sur la séquence électorale nous menant jusqu'en 2012. La grande majorité des animateurs présents ont insisté sur le besoin d'ancrer la campagne des élections cantonales dans le contexte politique, économique et social actuel, et de porter des politiques progressistes originales au sein des CG.

Mais surtout, les animateurs qui se sont exprimés pointent du doigt le risque d'une abstention record alors même que notre pays vit un véritable drame social. Ce risque pourrait remettre en question bien des rapports de force dans les cantons, et les communistes et le Front de Gauche doivent pleinement s'investir pour mobiliser nos concitoyens autour de cet enjeu électoral. En particulier, la capacité de l'électorat populaire à exprimer ses attentes est déterminante, et c'est

pourquoi un travail de fond sur le terrain dans chaque canton renouvelable s'impose.

Nous présenterons des candidat-es communistes et du Front de gauche dans la quasi totalité des 1942 cantons renouvelables en France. Leurs scores compteront pour constituer des majorités de gauche combatives dans les départements comme au plan national.

Je rappelle quelques éléments généraux. Sur les 1942 cantons renouvelables, notre parti avait recueilli 7,84 % des voix en moyenne en 2004. Nous étions présents dans 1670 cantons, dans 740 cantons nous étions sous la barre des 5 % comme dans 26 départements où notre résultat moyen ne dépassait pas ces 5 %. Ces résultats étaient en deçà de ceux de 2008 où le parti réalisait en moyenne 8,7 % des voix, gagnant plus de 200 000 voix par rapport à la série de 2004.

Situation du 63

La situation politique du CG de notre département est complexe avec deux groupes socialistes distincts, le groupe dit de la « majorité départementale sortante », et le groupe socialiste officiel. Les résultats de l'élection conduiront à une nouvelle situation politique avec trois possibilités : un groupe socialiste « officiel » renforcé et majoritaire à gauche, un groupe « de la majorité départementale » qui maintient sa majorité, ou, chose moins probable mais que nous souhaitons tous, un groupe Front de Gauche et majoritaire au sein du CG. Quoiqu'il arrive, nous travaillerons tous pour que celui-ci soit le plus renforcé possible.

Dans le département, 30 cantons sont renouvelables, dont 3 candidats sortants issus du groupe communiste et apparenté, Jackie Douarre à Ambert, Bernard Favodon sur le canton de Combronde et Michel Girard sur le canton de Saint Gervais d'Auvergne.

Après les élections régionales et la forte progression du Front de Gauche, nous avons de vraies opportunités sur différents cantons où nous réalisons plus de 20 % des voix en devançant parfois le PS, mais sur l'ensemble des cantons aussi puisque lors des élections régionales nous n'étions dans aucun canton renouvelable en deçà des 5% (le plus bas score est Chamalières avec 7 % et tout de même 442 voix !).

Naturellement, ces élections doivent permettre de poursuivre la démarche de rassemblement du Front de Gauche, et la fédération a travaillé sur une juste

répartition des candidats issus ou présentés par les différentes forces du Front de Gauche. Quelques difficultés se sont fait inévitablement jour, notamment à Thiers.

La démarche du Parti a toujours été de rechercher les candidates et candidats les mieux à même de porter notre démarche

Je veux maintenant faire un point précis sur les propositions et la recherche de candidatures communistes et du Front de Gauche. Vous avez à disposition un récapitulatif des candidats titulaires et suppléants désignés par les sections pour chaque canton. Vous noterez donc facilement qu'il reste des cantons où nous n'avons, pour l'heure, pas de candidat, ou de suppléant. Notre volonté est bien d'arriver à avoir un maximum de candidat, sur tous les cantons afin de porter l'ambition collective du Front de Gauche, et de s'inscrire dans la séquence électorale de 2012.

Organisation de la campagne : premiers éléments

Je le répète, notre objectif c'est bien de gagner des candidats qui siègeront dans un groupe Front de Gauche au Conseil Général pour faire avancer les axes du programme que nous nous fixons. Une première réunion a eu lieu à la fédération avec nos partenaires pour dégager des propositions novatrices dans le cadre de cette campagne. Une autre aura lieu vendredi afin de donner aux futurs candidats des éléments de contenu aux candidats, qui en débattront le 22 janvier prochain à la salle de la mairie d'Aubière à partir de 9 heures lors d'une réunion avant la présentation publique et à la presse des candidats qui débutera à 13 h 00 dans cette même salle de la mairie d'Aubière. Naturellement, ces contenus seront des pistes d'appui mais il est surtout indispensable pour nos candidats de faire remonter et de construire au plus près avec les citoyens de chaque canton, les exigences qu'ils porteront au sein du futur CG. Cette assemblée départementale des communistes est aussi l'occasion d'exprimer les idées forces que devraient développer les communistes. Je vous invite donc à vous exprimer sur ce point.

Bien sûr, certaines divergences entre les organisations du Front de Gauche sont connues sur des aspects particuliers de la politique départementale, ou des sujets régulièrement mis sur la place publique (je pense notamment à la question de l'incinérateur !). Nous pensons qu'il nous faut poser sereinement les choses sur ces questions, tout en étant conscient qu'elles ne forment pas le cœur du débat

sur les politiques progressistes que nos candidats entendent porter au Conseil général.

Afin de préparer au mieux nos candidats à l'échéance électorale des cantonales, le CIDEFE 63 organise une matinée de formation à la Fédération le samedi 20 janvier de 9 heures à 12 h précisément sur les compétences du Conseil Général. Il me paraît indispensable que nos candidats s'inscrivent et soient présents à cette formation de base pour un éventuel conseiller général !

La Fédération a également mis en place une équipe de travail pour l'aide aux publications et à la campagne de tous les candidats. Elle prépare une charte graphique commune pour l'ensemble des documents électoraux de nos candidats, et nous serons à disposition pour répondre au mieux aux demandes.

Certains duos de candidats avec les militants locaux dans les cantons ont déjà bien entamé le travail de rencontre avec les habitants sur le terrain, et défini leur organisation propre, leurs plannings de campagne, leurs premiers tracts, leur travail sur le comité de soutien aux candidatures en lien avec les élus locaux... Tout ce travail ne s'improvise pas au dernier moment, et j'insiste sur le fait que cette campagne doit pleinement démarrer sur l'ensemble des cantons après la présentation des candidats qui aura lieu à Aubière le 22 janvier ! J'invite tous les communistes à être présents autour des candidats ce jour-là à partir de 13h !

Par ailleurs, vous pouvez d'ores et déjà retenir la date du meeting de fin de campagne qui aura lieu à Polydôme, le 17 mars en soirée, deux jours avant le premier tour. Là-aussi, la présence du maximum de communistes et de tous ceux qui nous accompagnent sur le terrain est nécessaire.

Enfin, quelle que soit la configuration qui sortira des urnes, nous devons nous interroger sur la désignation du futur président du CG. Pour l'instant, les avis sont unanimes pour que le groupe Front de Gauche présente son propre candidat à la présidence au premier tour. Pour le second tour, rien n'est encore arrêté.

L'année 2010 qui vient de s'achever a été marquée par deux phénomènes qui nous intéressent dans le débat que nous avons ce soir. Tout d'abord, et ce n'est pas pour nous étonner, le gouvernement a continué sa politique dévastatrice en matière sociale et au service des plus riches. Ne déviant pas de son objectif de

faire de notre pays une terre libérale, le gouvernement s'évertue à casser le code du travail, à protéger les marchés financiers, à démolir un peu plus ce qui reste du service public. La crise, malheureusement, ne lui a pas servi de leçon. Au contraire, elle a été le prétexte pour aller un peu plus loin dans le remodelage libéral de notre société et dans la casse des acquis sociaux.

Le deuxième phénomène, c'est bien évidemment le mouvement social contre la réforme des retraites, le rejet par plus de 70 % de l'opinion de cette réforme et la montée en puissance des idées de changement. Nous n'avons pas fini d'analyser ce mouvement et ses prolongements mais une chose est certaine, personne ne pouvait prévoir lorsque la réforme a été annoncée que ce mouvement social se développerait aussi puissamment et que la bataille d'idées serait aussi féroce. Car même si nous n'avons pas obtenu le retrait de la réforme, nous avons réussi à faire grandir des idées à l'opposé du consensus que souhaitait la majorité sur cette question. Nous avons réussi à faire grandir l'idée que cette réforme était injuste, que l'argent existait pour payer des retraites méritées, qu'une autre répartition des richesses était nécessaire. Ce que nous ne sommes pas arrivés complètement à faire, c'est montrer que cette autre répartition des richesses était possible.

C'est en particulier à cette tâche que nous devons nous atteler maintenant car ce mouvement même s'il a été mis en échec par le gouvernement à semer des graines qui peuvent donner un prolongement politique si nous les arrosons consciencieusement de nos idées.

Nous devons apporter la démonstration que les décisions et les orientations de Sarkozy non seulement ne s'attaquent pas à la crise mais au contraire la renforcent et en aggravent les conséquences sociales et économiques. Nous devons indissociablement faire la démonstration que sur chaque sujet, chaque dossier, il est possible de faire autrement.

Sarkozy masque soigneusement en effet que la reprise actuelle est pleine de contradictions qui vont encore aggraver la crise :

Les investissements réalisés par les entreprises visent en effet, non à répondre aux besoins sociaux mais au souci de rentabilité des actionnaires et la multiplication des plans d'austérité en Europe et dans la zone euro, l'explosion du chômage et de la précarité, pèsent sur les salaires et la consommation.

Les conséquences continuent de se vivre au quotidien :

N'avons-nous pas appris cet automne, en pleine bataille des retraites, que notre pays se classait au 3^{ème} rang mondial par le nombre des millionnaires pendant que l'on y comptait désormais 8 millions de pauvres ?

Et l'INSEE révélait dans la même période que 25% des salariés gagnaient moins de 0,7 smic annuel. La question du pouvoir d'achat et celle des salaires sera en 2011 de nouveau au cœur des préoccupations et des inquiétudes.

Après le « travailler plus pour gagner plus » de 2007, nous risquons d'avoir une offensive de la droite sur la question du pouvoir. C'est le quotidien *La Tribune*, peu suspect d'être un défenseur des travailleurs, qui titrait le 24 novembre 2010 : « *il faut augmenter les salaires* ». Je ne résiste pas au plaisir de vous en lire quelques lignes : « *pas moins de 580 milliards de dollars : c'est la somme plutôt rondelette dont a été amputé la fiche de paye des salariés du monde entier en 2000, au bénéfice des profits des entreprises. Un gros chèque qu'ils auraient dû toucher, compte tenu de leur productivité, si le partage des richesses ne s'était une nouvelle fois déformée un détriment de la masse salariale. Choquant ? Ce n'est pas la question. Il ne s'agit pas ici de faire de la morale ou de la politique.* Fin de citation ».

L'article explique ensuite que la compression salariale a développé un développement du crédit sans précédent. Mais la crise a sonné la fin de cette prospérité à crédit. Cette situation condamne donc les pays occidentaux à se priver du moteur de la consommation qui absorbe entre 60 et 70 % du PIB. L'article conclut donc qu'il faudrait augmenter les salaires mais en baissant les charges sociales.

Vous le voyez l'offensive idéologique, sur ce sujet, a déjà commencé. On voit bien comment la crise peut servir de prétexte pour, sous couvert de progrès social, faire reculer les droits et les acquis des salariés. C'est pourquoi nous ne devons pas relâcher notre effort politique sur la question salariale. La nécessité d'un autre partage des richesses est une constatation assez unanimement partagée à gauche mais elle doit absolument s'accompagner d'une autre création des richesses, avec de nouveaux critères de gestion et de nouveaux pouvoirs pour les travailleurs. Ce n'est qu'à cette condition-là que nous changerons réellement la répartition des richesses.

Ce n'est pas le seul sujet où, à partir du mouvement social et des questions qui l'ont traversé, nous pouvons déployer nos propositions et entamer un débat fructueux avec tous nos concitoyens.

C'est l'ambition que nous avons avec le Programme Populaire et Partagé qu'avec le Front de Gauche nous nous proposons d'élaborer. La question que nous voulons et devons poser à nos concitoyens est celle-ci : « si la gauche revenait au pouvoir, que devrait-elle faire ? ».

Nous voulons, avec ce Programme Populaire et Partagé, à partir des propositions des organisations composant le Front de Gauche, co-élaborer avec nos concitoyens un projet transformateur. C'est un vaste bouillonnement démocratique que nous voulons créer. En Auvergne et plus particulièrement sur notre département, nous avons une expérience particulièrement intéressante de ce que peut être la co-élaboration d'un projet avec nos concitoyens. C'est en effet avec cette méthode que nous avons construit le pacte citoyen que nous avons présenté aux élections régionales.

Je voudrais m'arrêter un instant sur l'ambition que porte cette démarche. Nous ne voulons pas simplement faire un projet qui répond aux aspirations de nos concitoyens mais construire avec eux, débattre avec eux et valider avec eux les propositions que nous pourrions porter. Cela va même plus loin que la simple construction d'un projet, c'est tout un débat de fond que nous entamons pour qu'à gauche deviennent majoritaires des contenus de transformations sociales.

Nous nous attaquons à changer les consciences, les faire évoluer, à convaincre sur le fond que le changement est nécessaire, possible et réalisable. Cette ambition ne peut se contenter de faire de nos concitoyens des spectateurs d'un combat politique, certes passionnant, mais sur lequel ils ne peuvent agir. Bien au contraire, nous devons faire de nos concitoyens des acteurs de ce combat, leur permettre de reprendre leur destin, leur avenir et leur vie en main.

Bien évidemment, cette construction est bien plus facile à décrire qu'à pratiquer. Nous avons commencé un recensement des personnes pouvant être intéressés par la démarche ou par les thématiques que nous développons dans le Programme Populaire et Partagé. Nous en ferons le bilan ce soir. Mais il est vrai que nous avons quelques difficultés à enclencher cette dynamique. Nous ne devons pas nous braquer sur une solution qui ne nous permet pas d'être efficaces. Pourquoi ne pas repartir de ce que nous avons fait pour l'élaboration du pacte citoyen ? Pourquoi ne pas prendre un ou plusieurs thèmes et essayer de les développer sur l'ensemble du département ? Plus généralement, prenons un thème et essayons de faire un débat public qui réunisse tous les acteurs concernés par ce thème : salariés, usagers, élus, syndicalistes, associations etc.

Ne nous privons pas de faire appel à des chercheurs, des experts, des sociologues, des médecins du travail, des spécialistes, non pas pour apprendre une leçon mais pour permettre une discussion de fond, une mise en situation globale et surtout une mise en relation de tous les acteurs concernés pour produire du commun et construire des réponses politiques.

Prenons l'exemple des droits sociaux. Pourquoi ne pas organiser sur les bassins d'emploi des rencontres, des débats avec des syndicalistes et des salariés des boîtes ? Ou sur les questions d'argent, pourquoi ne pas réunir les syndicalistes de la banque de France, des impôts, des banques, faire appel à des économistes et notamment à ceux qui ont signé le manifeste des économistes atterrés, des fiscalistes mais aussi des membres des collectifs de défense des services publics, des syndicalistes spécialistes de cette question, des associations d'usagers etc. etc....

Je rappelle brièvement les thèmes que nous pouvons développer. République, Europe, Argent, Écologie, Travail, Service Publics, Politique Internationale... Mais nous pouvons aussi nous emparer de sous- thème ou développer une partie seulement d'un thème. Bref, ne nous arrêtons pas à la forme de nos initiatives au détriment du fond.

Nous avons décidé de faire un lancement officiel et public du Programme Populaire et Partagé en invitant toutes les personnes que nous avons recensées et tous les militants du Front de Gauche. Nous avons prévu le 4 février.

Or, c'est le même jour que débutera le festival du court-métrage. Il semble donc que nous soyons obligés de déplacer cette initiative. Cependant, même si cela ne peut se faire le 4 février, il nous faut procéder à ce lancement officiel. Nous pourrions ainsi, dans le même temps, rendre publique notre ambition de travailler un projet partagé avec nos concitoyens et commencer sérieusement ce travail.

Ces différents thèmes pourraient être déclinés de l'échelon départemental à l'échelon le plus local le quartier, le village, l'entreprise. Ne soyons pas timides ou complexés quand nous proposons à nos concitoyens ce débat. Il existe une réelle disponibilité chez des acteurs et actrices du mouvement social au sens large pour réfléchir au contenu et aux conditions d'une alternative politique, si est pris en compte la spécificité de leur engagement, si nous n'instrumentalisons pas leur apport.

Invitons les participants à nos débats à répondre, à partir de leur domaine, à trois questions : les axes essentiels pour une politique de gauche, la faisabilité d'une telle politique dans notre pays dans un contexte européen et mondial où dominent les choix libéraux, et enfin le chemin et les rassemblements nécessaires pour y parvenir.

C'est ce que nous propose de faire le conseil national dans une adresse aux communistes qui fixent la feuille de route de notre parti jusqu'en juin 2011 où nous déciderons du candidat du front de gauche.

J'aimerais faire un rappel de ce qu'est notre conception du Front de Gauche. C'est tout d'abord un rassemblement constitué de trois forces politiques qui visent la construction d'une alternative politique. Nous ne partageons pas tous, au sein de ce Front, le même objectif de l'évolution finale du front de gauche. Le Parti de Gauche et la Gauche Unitaire sont favorables à la transformation du Front de Gauche en un parti politique sur le modèle de Die Linke en Allemagne. Ce n'est pas le choix que nous avons fait lors de notre précédent congrès puisque nous indiquions que « la voie des transformations du PCF nous apparaît plus féconde que celle de la recherche de la constitution d'un autre parti aux contours incertains ».

Mais si nous ne partageons pas tous la même finalité du Front de Gauche, nous sommes d'accord sur l'utilité et l'efficacité des partis qui le composent. Nous sommes également d'accord sur le besoin d'élargir notre rassemblement.

Nous avons estimé lors du 35e congrès, au mois de juin, qu'il nous fallait franchir une étape nouvelle qui nous permet de le rendre populaire. Que la réussite de cet objectif ne reposait pas essentiellement sur un nombre d'organisations supplémentaires mais sur une participation effective de nos concitoyens, que notre conception n'était pas des figées, autour de quelques forces politiques, mais de créer une dynamique susceptible de rendre majoritaire dans le pays des contenus de transformations sociales.

Cette adresse invite donc les communistes à travailler à l'élargissement du front de gauche, en appelant toutes les femmes et les hommes de gauche à s'engager avec nous dans ce projet. Cela passe par la démonstration qu'il faut être debout et solidaire contre la crise, aux côtés des salariés et dans les luttes. C'est à partir de notre présence au côté des Françaises et des Français que nous voulons travailler un programme populaire et partagé. Celui-ci sera le socle de la bataille que nous mènerons 2012. Concernant ces échéances, l'adresse invite donc les

communistes à entamer un grand débat démocratique pour définir avec quels objectifs et quelles candidatures nous irons aux élections présidentielles et législatives de 2012.

C'est un débat exigeant qui s'ouvre. Un débat qui nécessite de prendre le temps nécessaire pour réfléchir, s'écouter, partager et ainsi se forger une conviction avec tous les éléments du débat. Dans le parti, le débat a déjà commencé, à des degrés divers. Certains camarades pensent par exemple qu'il faut absolument avoir une candidature issue du parti communiste pour représenter notre parti à l'élection présidentielle. André Gérin est de ceux-là et vient de se déclarer candidat à la candidature. Ces camarades ne partagent pas l'orientation stratégique du Front de Gauche. D'autres estiment qu'il ne plus y avoir qu'un candidat communiste pour représenter le Front de Gauche. Ils mettent l'accent sur les différences de fond que nous pouvons avoir avec le Parti de Gauche et sur la nécessité que le message de notre parti soit porté à l'élection présidentielle, estimant que présidentielles et législatives étant étroitement liée, la présence d'un candidat communiste est un atout pour nos candidats aux législatives. D'autres camarades pensent que Jean Luc Mélenchon serait un très bon candidat pour le Front de Gauche, que l'essentiel est de se mettre d'accord sur le projet. Enfin d'autres, dont je suis, estime qu'André Chassaigne, qui s'est déclaré disponible pour cette candidature, pourrait être un excellent candidat notamment parce qu'il porte une nouvelle façon de faire de la politique qui correspond à ce que nous voulons faire avec le projet partagé.

Ces différences d'appréciation existent. Il ne sert à rien de les minorer ou de les ignorer. Il faut les affronter sereinement, par le débat. C'est en tout cas dans cette manière de procéder que s'est inscrit André lors du Conseil National vendredi dernier et lors de l'Assemblée des Animateurs. Vous avez entre les mains la lettre ouverte qu'il a adressée aux communistes. Elle donne le sens de sa candidature et revient sur les six mois écoulés. Cette lettre a été énormément travaillée, les mots ont été pesés pour ne pas en dire trop ou trop peu.

Dédé l'a écrit en ayant l'obsession du mot juste, de l'idée juste pour ne pas tromper les communistes dans ce qu'il avait à leur dire. Cela nécessite certainement de la lire, voire de la relire, avec attention. C'est, à mon sens, un élément incontournable de ce débat qui s'ouvre. Les constats faits par André interpellent, les différences d'approche et de propositions entre le Parti de Gauche et le Parti Communiste méritent d'être débattues, approfondies. Non pas pour décider qu'une proposition est meilleure que l'autre mais tout simplement

pour trouver le chemin commun du front de gauche ou prendre acte de nos différences.

Enfin, nous devons également avoir une discussion de fond entre nous et avec nos partenaires sur la conception du Projet Populaire et Partagé. Ce n'est un secret pour personne que le Parti de Gauche et Jean-Luc Mélenchon n'apprécie pas et ne croie pas à cette démarche de co-élaboration citoyenne.

C'est leur droit le plus strict que de penser que les partis proposent et les Français disposent. Mais c'est aussi notre droit le plus strict de penser que cette conception et cette pratique de la politique ont fait leur temps et qu'il faut proposer une autre façon de faire de la politique à nos concitoyens. Il n'y a pas dans ce débat de bonnes ou de mauvaise démarche, il y en a une que l'on peut apprécier plus que l'autre mais, je le répète, c'est en débattant que nous trouverons le chemin commun du front de gauche.

Vous le voyez, chers camarades, le gouvernement mais aussi notre conseil national ne souhaite pas que l'on s'ennuie dans ce premier semestre 2011. Les élections cantonales, la riposte au gouvernement, la construction du programme populaire et partagé et ce grand débat démocratique que nous ouvrons aujourd'hui rempliront bien les prochains mois. Nous ferons un point d'étape de la construction du projet populaire et partagé et du débat des communistes sur les choix de 2012 lors d'un conseil national les 7 et 8 avril. Enfin, une conférence nationale proposera au vote des communistes le candidat du front de gauche au mois de juin. D'ici là, nous avons quelques mois pour débattre. Ce sera une période certainement fatigante mais sans aucun doute exaltante.